

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Maroc

Une publication du SER de Rabat  
11 au 22 mai 2026

## Le chiffre à retenir

**+13,3 MMDH**  
**Recettes fiscales par**  
**rapport à avril 2025**

**L'exécution de la Loi de finances (LFI) pour 2026 affiche, à fin avril, une évolution très dynamique des recettes fiscales**

Les recettes fiscales progressent de +13,3 MMDH en glissement annuel, portant le taux de réalisation à 37,8 % des prévisions de la LFI 2026. Pour comparaison, à la même période l'année dernière, le taux de réalisation était à 39,2 % en avril 2025. Cette performance est principalement tirée par l'impôt sur les sociétés (IS), dont le rendement atteint 8 MMDH, en hausse de +20,6 % par rapport à fin avril 2025. La prévision d'évolution totale de l'IS pour 2026 est prévue à +3,4 % d'évolution, après une année exceptionnelle en 2025 (+29,9 %).

Du côté des dépenses, l'exécution reste alignée sur la programmation initiale, à l'exception de la hausse de la subvention du gaz butane, qui mobilise environ 600 MDH par mois pour maintenir le prix à la consommation.

Pour répondre aux aléas conjoncturels, notamment du fait des impacts du conflit au Moyen-Orient, un rallongement de 20 MMDH a été mobilisé. Il est réparti entre le soutien à la Caisse de compensation (8 MMDH), les dépenses exceptionnelles liées au conflit au Moyen-Orient (6 MMDH), renforcement des fonds propres des établissements et entreprises publics (4 MMDH), aide d'urgence post-inondations (2 MMDH).

Malgré ces dépenses additionnelles, la trajectoire de réduction du déficit public reste inchangée. Le déficit budgétaire est attendu à -3,0 % du PIB en 2026 (contre -3,5 % en 2025).

# Visites officielles

## 8<sup>ème</sup> Conférence des Instituts des Finances Publiques à Rabat les 18 et 19 mai 2026

Le RESIFIP a pour vocation de favoriser l'échange de bonnes pratiques entre ses membres afin d'accompagner les réformes des finances publiques, d'améliorer la gouvernance budgétaire et financière, et de renforcer les compétences des cadres et agents publics. Il s'appuie sur une dynamique de coopération Sud-Sud et triangulaire associant administrations publiques, partenaires techniques et financiers, universités et experts internationaux.

Le réseau rassemble aujourd'hui plus de trente pays membres, parmi lesquels le Maroc, la Tunisie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la France ou encore Haïti. Son siège et son secrétariat général sont assurés par l'Institut des Finances du Maroc, rattaché au Ministère de l'Économie et des Finances du Royaume.

La France est profondément attachée à ces enjeux. Ils sont au cœur de notre coopération internationale et sont défendus dans les enceintes multilatérales, notamment dans le cadre des échanges à venir du G7. Renforcer les capacités des administrations fiscales et financières, améliorer la transparence, sécuriser les recettes publiques et moderniser la gouvernance financière sont des leviers essentiels pour consolider la confiance des citoyens et soutenir le développement économique et social.

Aussi, la DGFIP française (Direction générale des Finances publiques) et L'Institut Des Finances du Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc ont conclu le 19 mai à Rabat une Convention de partenariat. Le binôme franco-marocain a pour ambition de jouer un rôle moteur d'animation et de renforcement du RESIFIP.

C'est la 4<sup>ème</sup> Convention de partenariat entre la DGFIP et le Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc en moins d'un an, les trois premières ayant été signées par sa directrice Amélie Verdier à Rabat en mai 2025 avec la Direction générale des Impôts, la Trésorerie générale du Royaume et la Direction des Domaines du Royaume.

# Activités macroéconomiques & financières

## **Crise au Moyen-Orient : presque 3 mois après le début de la guerre, les effets sur la conjoncture sont encore relativement limités**

Dépendant des importations pour près de 90 % de ses besoins énergétiques, le Maroc a subi la flambée des cours mondiaux. Le gazole a culminé à 15,50 DH le litre, avant de redescendre aux alentours de 14,50 DH en mai, son niveau du début avril.

Face à cette pression, le gouvernement a déployé trois dispositifs de protection : stabilisation du prix de vente du gaz butane, maintien des tarifs électriques, et soutien direct aux transporteurs — secteur en première ligne dont les difficultés se répercutent sur l'ensemble des acteurs économiques. Le coût total de ces mesures est estimé à 1,6 MMDH par mois.

Du côté des prix à la consommation, le mois de mars marque une reprise à la hausse, après plusieurs mois de recul du niveau des prix. L'inflation, en évolution mensuelle, s'est élevée à 0,5 % en février 2026 et 1,2 % en mars 2026. En avril, celle-ci s'élève à 0,4 %, portée à la fois par la hausse des prix alimentaires (+0,6%) et non alimentaires (+1,4 %). Néanmoins, le niveau des prix en glissement annuel reste toujours en-deçà de la même période en mars 2025.

S'agissant des échanges extérieurs, on observe une augmentation soutenue des importations (+11 % d'évolution par rapport à la période de janvier à mars 2025). Cette tendance est déjà observable en 2025 avec un effet de 25 et 15 % sur les importations d'équipements et de produits finis respectivement. A l'inverse, en lien avec les perturbations globales des chaînes de valeurs, on observe une évolution plutôt limitée des exportations (+3 %). En effet, les exportations de phosphates baissent de -7,4 %, conséquence directe du blocage des intrants à la production d'engrais. La balance des services est quant à elle en amélioration (+16 %), grâce aux recettes de voyage qui sont à priori dynamisées par les effets indirects du conflit (+23 %).

En dépit des tensions sur plusieurs secteurs, notamment le transport et les phosphates, le Maroc bénéficie de la dynamique agricole. La campagne céréalière, désormais estimée à environ 90 M de quintaux pour l'année (70 en prévision dans budget pour 2026), soit 46 M de plus qu'en 2025, représente un bond significatif. Chaque tranche de 20 M de quintaux supplémentaire apporte en moyenne 0,3 point de croissance.

## **Emission obligataire : nouvelle émission d'eurobonds de 2,25 Md EUR**

Après une dernière émission de 2 Mds EUR en mars 2025, le Trésor marocain est revenu sur le marché des eurobonds en clôturant le 19 mai une nouvelle opération de 2,25 Mds EUR. Entre ces deux émissions, le Maroc a obtenu un relèvement de sa note souveraine à BBB-, consolidant ainsi son statut d'Investment Grade.

Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et une volatilité accrue des marchés financiers, cette émission a suscité une demande de 5,2 Mds EUR. Bien qu'inférieur au niveau enregistré lors de l'opération de mars 2025, qui avait dépassé 6,75 Mds EUR, ce volume de souscriptions dans des conditions actuelles dégradées témoigne de l'intérêt des investisseurs internationaux pour la signature souveraine marocaine.

Dans le cadre du financement de ses grands projets de développement à l'horizon 2030, le Maroc a levé ces 2,25 Mds EUR en deux tranches : une première de 1,25 Md EUR sur 8 ans, à échéance 2034, avec un spread de 170 pb et un rendement de 4,75 %, et une seconde de 1 Md EUR sur 12 ans, à échéance 2038, avec un spread de 200 pb et un rendement de 5,125 %.

Alors que les indications initiales de prix s'établissaient autour de +200 pb pour la tranche à 8 ans et +230 pb pour celle à 12 ans, le resserrement final des spreads reflète une confiance soutenue envers la dette marocaine. Cet ajustement apparaît d'autant plus significatif qu'il est plus favorable que celui observé lors de l'émission de mars 2025 (+215 pb à 10 ans). Cette émission met en lumière un allongement des maturités qui traduit également la crédibilité croissante du Maroc sur les marchés internationaux, tout en réduisant le risque de refinancement pour le pays.

## **Assurances : le marché marocain poursuit sa dynamique de croissance tout en devant intégrer de nouveaux enjeux**

Le marché assurantiel marocain reste en 2025 un pilier du paysage financier national avec un volume global d'affaires de 67,6 MMDH, en progression de +7,3 % par rapport à 2024. Le dernier rapport de l'ACAPS met en lumière sa solidité avec des fonds propres en progression de +5,1 % (51,3 MMDH), sa rentabilité renforcée et son assise financière consolidée. En effet, le résultat net augmente de +25,2 % pour atteindre 7,3 MMDH.

En 2025, les deux branches traditionnelles du secteur sont en accélération : la branche Vie, notamment tirée par l'épargne, connaît une évolution de +8,4 % pour atteindre 29,4 MMDH. En effet, les produits en unité de compte ont réalisé une excellente performance (+43,3 %) grâce au dynamisme de l'indice MASI sur l'année 2025 (+27 % de valorisation). La branche Non-Vie, structurée autour de l'assurance automobile qui en reste le principal moteur, évolue de +6,6 % pour atteindre 33,7 MMDH.

Le secteur est confronté à des tendances structurelles, notamment la sinistralité qui progresse, sous l'effet conjugué de l'inflation des coûts de réparation et de la fréquence accrue des événements climatiques. La rentabilité du secteur repose aussi de plus en plus sur les revenus de placement plutôt que sur le métier d'assurance lui-même, ce qui place le secteur au cœur de la performance des marchés financiers. La poursuite de sa croissance dépendra de sa capacité à conjuguer différentes priorités : transformation digitale, gestion des risques, rigueur prudentielle et déploiement régional.

# Grands projets, environnement, industries

## **Economie circulaire : Stellantis inaugure à Casablanca son premier centre de démantèlement de véhicules en Afrique**

Le constructeur automobile vient d'inaugurer une usine dédiée à la réparation, au réemploi et au recyclage des pièces automobiles. S'étendant sur une superficie de 6 000 m<sup>2</sup>, le centre SUSTAINera de Casablanca devient ainsi le 3<sup>ème</sup> centre mondial de démantèlement de véhicules du groupe, après Turin et São-Paulo. Il s'agit du premier implanté en région Moyen-Orient et Afrique. Il contribue au développement d'un écosystème de véhicules hors d'usage au Maroc, tout en élargissant la disponibilité de pièces d'origine alimentant le réseau après-vente de Stellantis, mais également d'autres plateformes opérées par des tiers. Bénéficiant d'un investissement de 1,6 M EUR, il pourra démanteler jusqu'à 10 000 véhicules par an, et a permis la création de 150 emplois directs et indirects.

## **Numérique : la French Tech Casablanca obtient sa labellisation pour la 3<sup>ème</sup> fois**

La Mission French Tech a annoncé début mai à Paris la labellisation des Capitales et Communautés en France et à l'international (125 au total) pour la période 2026-2028. Le réseau French Tech est composé de 1 100 bénévoles dans les boards (dont plus de 40 % de femmes, 56 % d'entrepreneurs et 10 % de représentants de grands groupes) et fédère 3 000 startups. La French Tech Casablanca, labellisée pour la 1<sup>ère</sup> fois en 2019, vient d'obtenir son 3<sup>ème</sup> agrément. Elle est l'une des 78 Communautés à l'international réparties dans 57 pays dont huit en Afrique (Abidjan, Casablanca, Lagos, Madagascar, Maurice, Nairobi, Afrique du Sud et Tudirhamnis). Depuis sa création, la Communauté casablancaise a lancé des initiatives à dimension nationale, notamment le Challenge « HackTonFutur » pour sensibiliser des élèves de la 4<sup>ème</sup> à la Terminale à l'entrepreneuriat et à l'innovation et le « Elles Tech Tour » (immersion en 2025 d'entrepreneures marocaines dans l'écosystème Tech en France et mission au Maroc prévue en 2026 pour des entrepreneures françaises et des écosystèmes French Tech à l'international).

## **Santé : tenue de la 1<sup>ère</sup> édition du Gitex Health Africa**

La 1<sup>ère</sup> édition du Gitex Health Africa s'est tenue à Casablanca du 4 au 6 mai sous l'égide du Ministère de la santé et de la protection sociale en partenariat avec la Fondation Mohammed VI des sciences et de la santé. Le thème de cette édition était « Numériser l'avenir des soins de santé en Afrique : les soins essentiels progressent grâce à l'intelligence artificielle ». Le salon a rassemblé

plus de 200 entreprises dont des acteurs français (entre autres Sanofi, Maphar, Numih, L'Oréal, Devoteam, ISKernel), 55 startups et plus de 50 investisseurs internationaux (représentant 10 Mds USD d'actifs). La 2<sup>ème</sup> édition du salon est d'ores et déjà annoncée : elle se tiendra les 28 et 29 septembre 2027 à Casablanca.

## **Transport urbain : lancement de la 1<sup>ère</sup> ligne du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à Agadir**

Le mois de mai marque la mise en service officielle de la 1<sup>ère</sup> ligne du BHNS à Agadir, un projet structurant s'inscrivant dans le cadre du Programme de Développement Urbain. Les composantes majeures du projet incluent l'aménagement de 35 stations, la construction d'un centre de maintenance et de remisage, ainsi que la requalification complète des façades urbaines et des espaces verts tout au long du parcours. Le projet intègre également un système d'information voyageurs en temps réel et une billetterie électronique. La réalisation de cette infrastructure a bénéficié de l'accompagnement financier et technique de l'Agence Française de Développement.

## **Pêche : plus de 30 M MAD pour améliorer la traçabilité des captures et le suivi des activités des navires**

Le Secrétariat d'État chargé de la pêche maritime a lancé en mai un appel d'offres ouvert international relatif à la conception, au développement et au déploiement d'un système intégré de gestion de l'information des activités de la pêche maritime. Pour répondre à la menace croissante de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et garantir l'accès aux marchés internationaux, le marché poursuit deux objectifs à savoir la modernisation de la chaîne "Certification & Traçabilité" et le renforcement de la surveillance à distance des navires. La DG Trésor a accompagné l'entreprise française Aguila Technologies à travers une subvention FASEP, pour livrer un démonstrateur de cette technologie auprès de quelques embarcations de pêche côtière.

## **Hydrogène vert : lancement officiel du « Joint Center of Excellence in Clean Hydrogen » à l'EHTP**

Le Ministre de l'Équipement et de l'Eau a présidé le 13 mai à Casablanca, le lancement officiel du « Joint Center of Excellence in Clean Hydrogen » à l'Ecole Hassania des Travaux Publics. Fruit d'un partenariat sino-marocain, ce centre de nouvelle génération mise sur l'électrolyse solaire pour produire de l'hydrogène vert. Le centre est doté d'un système intégré comprenant la production d'hydrogène par électrolyse alimenté par l'énergie solaire, une unité de cogénération et le stockage. Les objectifs sont de développer la recherche appliquée, tester des technologies innovantes et former des compétences hautement qualifiées pour les métiers de demain.

## **Marché carbone : un registre national en préparation pour encadrer les échanges**

Un appel à consultation a été lancé afin d'enclencher une nouvelle phase dans la mise en place d'un registre national lié à l'Article 6 de l'Accord de Paris. L'enjeu est de structurer un système fiable pour suivre, sécuriser et valoriser les crédits carbone, tout en renforçant la transparence des engagements climatiques. Au-delà de son rôle technique, le registre doit faciliter l'accès aux marchés carbone internationaux.

## Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,6 %	2,4 %	-	1,5 %	3,7 %	68,2 %
FMI	4,9 %	0,8 %	13 %	2,1 %	3,5 %	67,1 %
Bank Al-Maghrib	4,8 %	0,8 %	13,1 %	2,3 %	3,6 %	-
Haut-Commissariat au Plan	4,6 %	0,8 %	13 %	2,4 %	3,6 %	67,4 %

## Indicateurs macroéconomiques 2026

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,5 %	1,8 %	-	1,9 %	3,4 %	67,5 %
FMI	4,4 %	1,6 %	12,3 %	3,3 %	3,4 %	65,9 %
Bank Al-Maghrib	5,6 %	0,8 %	-	3,1 %	3,5 %	65,8 %
Haut-Commissariat au Plan	5,0 %	-	13,3 %	1,9 %	3,2 %	66,1 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : [lana.bentouta@dgtresor.gouv.fr](mailto:lana.bentouta@dgtresor.gouv.fr)